



## Les comptes et la stratégie PSA passés à la loupe

Le 11 octobre, le cabinet SECAFI, mandaté par le CCE, a rendu la première partie de son expertise. On est loin du rapport Sartorius qui, sur la base d'une analyse très superficielle, voulait justifier le plan de casse de l'emploi et la fermeture de l'usine d'Aulnay.

**Alors que depuis des mois, les salariés et l'opinion publique sont abreuvés de déclarations catastrophistes, la première partie du rapport SECAFI apporte des éléments qui éclairent la situation financière de PSA.**

### Rectification des chiffres tronqués du 1<sup>er</sup> semestre

Pour justifier son plan de casse de l'emploi, la direction PSA a annoncé en juillet des résultats semestriels catastrophiques. Le rapport SECAFI permet de rétablir quelques vérités.

#### Résultat net plombé

La Direction PSA a annoncé une perte de 745 millions €. En fait cette « perte » est quasiment créée de toute pièce par un jeu d'écriture avec des provisions exceptionnelles de 612 millions €!

Incroyable mais vrai : ces provisions exceptionnelles comprennent une somme de 127 millions € pour une prévision de perte de valeur du site d'Aulnay suite à l'annonce du projet de fermeture. En clair : La direction PSA justifie en partie la fermeture par la perte que va provoquer son annonce. M. Varin se mord la queue !

#### Vases communicants

Le résultat opérationnel courant de PSA est positif de 4 millions € mais la partie automobile (PCA) est mise dans le rouge artificiellement par des transferts aux autres sociétés du groupe PSA (GEFCO, Faurecia, Banque PSA) qui restent largement bénéficiaires.

Comme si l'on pouvait perdre de l'argent à fabriquer les voitures et en gagner à les transporter et à les vendre. Pour la CGT, il s'agit bien sûr d'une activité globale, car si PCA ne fabriquait pas de voitures, la banque PSA ne pourrait pas les vendre !

Ces transferts d'argent par surfacturations, sont notamment mis en lumière par le fait que la vente de GEFCO aux chemins de fer russes, va amener une baisse des prix facturés par GEFCO à PCA de 2,5 % !

#### Un jeu de cache-cash

La consommation de cash dont parle M. Varin (200 millions € par mois) est en réalité le résultat de dépenses-record à l'international. Les sommes passées dans les comptes au titre des investissements sont passées de 1,1 milliard € au 1<sup>er</sup> semestre 2010 à 2,2 milliards pour la même période de 2012.

Chacun comprendra que si M. Varin paye en un temps record l'usine de Kaluga, la 3<sup>ème</sup> usine chinoise, et l'augmentation de 50 % des capacités de production au Brésil, c'est comme si un salarié voulait se payer une maison neuve en 6 mois et se plaignait ensuite de ne pas y arriver !

La consommation de cash évoquée n'est que le non-étalement des dépenses de la politique de globalisation de M. Varin.

#### Un groupe peu endetté

Le rapport confirme

- que PSA est peu endetté (2,3 Milliards €) par rapport aux autres groupes automobiles,
- que son endettement a baissé de 23 % à 16 % au cours du premier semestre.

PSA dispose de 12 Milliards € de sécurité financière répartis comme ceci :

- Trésorerie 7,5 Mds €
- Actif financier : 1,3 Mds €
- Lignes de crédit : 3,130 Mds €

**Pour autant, SECAFI considère que la situation financière de PSA est « tendue », qu'elle pose problème pour l'avenir, et en identifie notamment 5 causes (voir au verso).**

# Les véritables raisons d'une situation tendue

Les incertitudes qui pèsent sur la situation financière de PSA au cours des prochaines années résultent de 5 causes principales qui s'additionnent.

## La baisse des ventes en Europe

C'est le résultat des politiques d'austérité pratiquées par les gouvernements européens sous l'égide de Bruxelles. Elles minent l'emploi et le pouvoir d'achat, entraînant les pays d'Europe dans une spirale dépressive.

La baisse des ventes est amplifiée pour le groupe PSA qui pratiquait traditionnellement un haut niveau de marge sur ses marchés. Le choix de la Direction PSA de « vendre cher » a des conséquences lourdes en période de baisse du pouvoir d'achat.

SECAFI pose la question des arbitrages de M. Varin entre la marge et le volume.

## Arrêt des exportations en Iran

Cela prive le groupe PSA de 450 000 ventes par an pour des raisons politiques.

Est-ce aux salariés de PSA d'en payer le prix ?

## Le rythme de la globalisation

M. Varin a choisi une mondialisation à marche forcée : 3<sup>ème</sup> usine en Chine, usine en Russie, augmentation des capacités de production au Brésil. Ce dernier choix est particulièrement montré du doigt, le groupe PSA ayant toujours perdu de l'argent en Amérique Latine.

**Pour SECAFI, le financement de ce rythme de globalisation n'est pas compatible avec le rétrécissement des marges dégagées en Europe.**

Il est à noter que SECAFI n'indique pas que la production automobile en Europe ne serait pas rentable. L'expertise pointe le fait que les marges dégagées ici sont en baisse et ne suffisent pas à couvrir l'accélération du rythme d'endettement réalisé ailleurs.

## La politique de rachat d'actions et de dividende

Depuis 12 ans, elle a coûté 6 milliards € à l'entreprise, dans le seul intérêt des actionnaires, au détriment du développement économique et de l'emploi. Elle s'est poursuivie jusqu'en août 2011.

6 milliards € ! Ce n'est pas une paille ! La famille Peugeot a placé cet argent dans les sociétés d'autoroutes (SANEF), instituts de sondage (IPSOS), maisons de retraite (ORPEA), Châteaux de Bordeaux (GUIRAUD) ou dans des fonds spéculatifs.

**Pour la CGT, la question de la restitution des sommes ainsi détournées est posée.**

## Le rôle des agences de notation

Le rapport pointe le rôle de prédateurs des agences de notations, qui servent de chefs d'orchestre aux banquiers, et qui, en dégradant la note de PSA, risquent de renchérir les renouvellements d'emprunts prévus d'ici 2015.

La casse de l'emploi programmée par M. Varin apparaît plus comme un gage donné aux agences de notation que comme une réponse aux questions posées par le rapport.

## A suivre ...

La première partie du rapport SECAFI rétablit donc un certain nombre de vérités.

La CGT y trouve la confirmation que ce qui est en cause, ce n'est pas le coût du travail en France, mais plutôt le coût du capital et l'appétit de M. Varin pour une globalisation à marche forcée avec son cortège de délocalisations et la casse de l'emploi en Europe.

**La question n'est pas de trouver les financements de cette stratégie, mais d'en changer.**

Cette première partie du rapport SECAFI sera suivie de 4 autres étapes :

- 06 novembre : Organisation industrielle et de la R&D.
- 12 novembre : Stratégie du groupe et environnement filière.
- 15 novembre : Effectif, social et RH
- Fin novembre : Rapport complet au CCE

**Sur l'accord PSA/GM, la presse fait état de différentes rumeurs sur le partage des études et des productions et sur une fusion de PSA et OPEL. Nous devrions en savoir plus lors de la réunion du Comité européen du 24 octobre.**